Pays du Golfe : “L’arabité visée par un complot occidental ?”

06/08/2012 à 12h44

Tôt ou tard, les travailleurs immigrés asiatiques, qui représentent l’écrasante majorité de la population dans les pays du Golfe, réclameront des droits politiques : cette idée est un excellent terreau pour les théories du complot occidental contre l’arabité de cette région.

Depuis des années, les esprits libres et indépendants sonnent l’alarme : l’Occident ne permettra pas aux pays du Golfe de conserver leurs spécificités arabes. Les spectateurs de la chaîne satellitaire Al-Jazira n’ont certainement pas oublié une émission, diffusée il y a quelques années, où deux éminents intellectuels du Golfe ont soulevé la question de la destruction de l’esprit d’arabité dans les pays du Golfe par le biais des travailleurs immigrés.

L’un d’eux, l’écrivain qatari Mohamed Al-Misfir, a expliqué que le jour arrivera fatalement où l’on soulèvera la question des droits de l’homme et de la naturalisation de ces travailleurs immigrés qui sont dans leur immense majorité d’origine asiatique.

> ***Aussi, les habitants d’origine seront réduits au statut d’une minorité, ne dépassant pas les 15 % de l’ensemble de la population.***

[Les résidents étrangers représentent, selon les pays, entre une bonne moitié et plus de 80 % de la population du Golfe – voire plus dans l’émirat de Dubaï, qui fait partie de la fédération des Emirats arabes unis.]

> ***Al-Misfir avait donc proposé de remplacer la population immigrée d’origine asiatique par des travailleurs immigrés***

> ***arabes, mais son interlocuteur, le journaliste koweïtien Sami Al-Nisf, lui a rétorqué que les Arabes étaient politisés, contrairement aux Asiatiques qui ne cherchent qu'à travailler.***

Or je n'ai pas besoin de faire un dessin pour expliquer ce que signifie la présence d'une majorité indienne dans les Emirats arabes unis alors que l'Inde entretient par ailleurs d'excellentes relations avec Israël. **Et il n'est pas besoin de s'étendre sur ce qui se passerait si ces immigrés arrivaient à obtenir le droit de vote. (…)**
Courrier International